



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 23 mai 2022

Chine continentale

Point Covid ([ici](#))

Situation sanitaire : baisse du nombre de cas de Covid, à environ 500 cas par jour sur le territoire national

Situation économique : la stabilisation de l'économie au cœur des priorités

Climat des affaires : les mesures sanitaires et la guerre en Ukraine pèsent sur l'activité des entreprises françaises en Chine

Electronique : alors que les ventes de smartphones s'effondrent à l'échelle nationale, la municipalité de Shenzhen offre des subventions à l'achat de produits de marques locales

Automobile : le gouvernement annonce une réduction des taxes à l'achat de véhicules pour 60 Mds CNY (8,3 Mds EUR)

Shanghai : calendrier général de retour au travail des entreprises

Conjoncture ([ici](#))

Conjoncture : le salaire annuel moyen du secteur public s'accroît plus rapidement que celui du secteur privé en 2021

Banque et finance ([ici](#))

Secteur immobilier : deux semaines après le défaut de Sunac, le promoteur Agile voit sa notation dégradée par Moody's

Marché boursier : les cours retombent cette semaine

Echanges et politique commerciale ([ici](#))

Relations Chine-US : Anthony Blinken présente les contours de la politique étrangère de l'administration Biden vis-à-vis de la Chine

Industrie et numérique ([ici](#))

Economie numérique : le Conseil des affaires de l'Etat promet des mesures de soutien pour l'économie de plateforme

Economie numérique : nouvelles vagues de licenciements dans les grands groupes du secteur

Economie numérique : Airbnb quitte le marché chinois

Economie numérique : 106 nouveaux projets de blockchain sont approuvés au niveau national, pour un total de 1811

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Climat : déplacement en Europe de l'envoyé spécial pour le climat XIE Zhenhua et annonce une politique de reboisement

Biodiversité : entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la protection des zones humides

Marché carbone : l'optimisation du marché carbone pourrait permettre à la Chine de doubler la réduction d'émissions du secteur de l'électricité d'ici 2035

Climat : rapport d'une ONG sur les émissions de méthane provenant de la hausse de la production du charbon en Chine

Environnement : parution d'un plan d'action pour traiter les « nouveaux polluants » (polluants organiques, perturbateurs endocriniens, antibiotiques)

Aviation civile : 30 Mds CNY de pertes en avril pour les entreprises du secteur, annonces gouvernementales d'un soutien financier et du développement de la connectivité aérienne

Transport aérien : près de 1700 vols réguliers annulés depuis deux ans, au titre des sanctions du « circuit breaker »

Actualités régionales [\(ici\)](#)

Shanghai : publication des chiffres économiques d'avril

Jiangsu : publication des chiffres économiques de janvier à avril

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong

Inflation : hausse de 1,3% de l'indice des prix à la consommation au cours du mois d'avril (g.a)

Commerce extérieur : les exportations hongkongaises marquent un rebond de 1,1% en avril et les importations de 2,1%

Macao

Tourisme : baisse du nombre de visiteurs de 23,7% en avril

Taiwan [\(ici\)](#)

Balance des paiements : les sorties nettes du compte financier enregistre un record au T1 2022

Export : la demande externe adressée à Taiwan a connu sa plus forte chute depuis février 2020

Economie : fléchissement du commerce de services de restauration en avril 2022

Industrie : la production industrielle enregistre une nouvelle hausse en avril 2022 malgré une contribution négative du secteur traditionnel

Covid-19 : les assurances amenées à rembourser entre 40 et 100 Mds TWD selon les estimations

Transport maritime : les compagnies taiwanaises en proie à des difficultés de recrutement

Chine continentale

Point Covid ([ici](#))

Situation sanitaire : baisse du nombre de cas de Covid, à environ 500 cas par jour sur le territoire national

En Chine continentale, la baisse du nombre de cas se confirme encore cette semaine, avec environ 500 cas par jour, soit deux fois moins que la semaine précédente. Seulement 14 provinces restent concernées par des cas de Covid au 27 mai, contre la quasi totalité début mai. Le nombre de zones à risque n'est plus que de 43, dont 24 à Pékin. De nouveaux foyers apparaissent régulièrement sur le territoire (dernier en date, dans le Sichuan), attestant de la difficulté de maintenir dans la durée le zéro cas dans l'ensemble du pays.

Shanghai comptabilise cette semaine environ 1500 cas, soit moins de 500 par jour, et avec seulement deux jours de déclaration de nouveaux cas (au nombre de quatre) en « circulation sociale » sur les deux dernières semaines.

Pékin a déclaré 169 nouveaux cas depuis lundi 23 mai. Si le nombre de cas en circulation sociale reste faible, il avoisine toujours les 5 cas par jour depuis plus d'un mois dans la capitale, malgré les 22 séries de tests de masse réalisées au sein de la population.

Au niveau hospitalier, le nombre de personnes hospitalisées pour cause de Covid affiche une baisse cette semaine, notamment du fait des sorties d'hospitalisations à Shanghai. 4275 patients sont déclarés sur le site de la NHC au 23 mai, soit -24% par rapport à la semaine dernière. Ce chiffre correspond bien aux patients hospitalisés, symptomatiques, et non aux personnes placées en quarantaine forcée dans les centres d'isolement ou dans des bâtiments « labélisés hôpitaux de campagne ». 193 patients sont aujourd'hui déclarés dans un état grave et pris en charge en lit de soins intensifs, dans toute la Chine, soit -44% par rapport à la semaine précédente.

S'agissant de la vaccination, le nombre de doses administrées a dépassé les 3,36 milliards (91,4% de la population ayant reçu au moins une dose). Le nombre de personnes bénéficiant d'un schéma vaccinal complet « deux doses » se situe quant à lui à environ 1,253 Md d'individus. Sur cette base, le dernier taux de couverture vaccinale communiqué se situe à 89%. A noter que ce taux est moindre chez les personnes de plus de 60 ans, 82,3% d'entre eux ayant un schéma vaccinal complet (soit environ 217 millions de personnes sur une population de + de 60 ans de 264 millions). Il est en outre à souligner que ce taux est très faible chez les personnes de plus de 80 ans (51% selon les dernières informations communiquées). Le taux de rappel vaccinal (3ème dose/dose de rappel) en population générale est en légère augmentation, 54,7% de la population ayant bénéficié d'une dose de rappel. Si ce taux augmente au sein de la population de plus de 60 ans après les annonces politiques sur ces « nouveaux » publics prioritaires (63,2%), il reste néanmoins encore bien moindre dans la population âgée de plus de 80 ans (environ 21%).

Situation économique : la stabilisation de l'économie au cœur des priorités

Lors de la réunion du Conseil des affaires d'Etat tenue le 23 mai, le Premier ministre LI Keqiang a annoncé un ensemble de mesures destinées à stabiliser l'économie, tout en coordonnant ces politiques avec « la prévention et le contrôle de l'épidémie ». 33 mesures réparties dans 6 domaines ont été annoncées – il s'agit pour la majeure partie de l'extension de dispositifs déjà en place :

- **Politiques fiscales et connexes.** Le remboursement du crédit de la TVA s'appliquera dans un plus grand nombre de secteurs à 100%, pour un montant supérieur à 140 Mds CNY. A ce stade, le montant de remboursement ou de réduction d'impôts s'élèverait à 2 640 Mds CNY au total pour l'année 2022. Le paiement de trois cotisations sociales (pension, assurance-chômage, accidents du travail) est reporté jusqu'à fin 2022, pour les employés des PME ainsi que dans cinq secteurs (restauration, commerce de détail, tourisme, aviation civile, transport routier, fluvial et ferroviaire), et pourra être étendu à d'autres, pour un montant total estimé à 320 Mds CNY. Les subventions à l'assurance chômage et à la formation du personnel seront étendues à toutes les entreprises en difficulté. Les subventions destinées à la création d'emplois pour les PME qui recrutent des diplômés universitaires seront renforcées, de même pour les paiements de loyers et de factures énergétiques.
- **Financement :** injonction faite aux banques d'accepter de reporter les échéances de remboursement pour les PME, et pour les prêts immobiliers et à la consommation des individus « en difficulté temporaire ». Le délai d'acceptation des traites commerciales pourrait être réduit de 1 an à 6 mois. La cotation en Chine et à l'étranger des sociétés de plate-forme doit être favorisée. Les fonds collectés via SPBs par les gouvernements locaux seront pratiquement tous utilisés d'ici la fin du mois d'août, et leur champ d'utilisation sera étendu aux nouvelles infrastructures. Les activités re-garanties par le NFGF (*National Financing Guarantee Fund*) devraient s'accroître de plus de 1 000 Mds CNY.
- **Stabiliser les chaînes industrielles et d'approvisionnement.** Li Keqiang exhorte à optimiser les politiques de reprise de travail et d'atteinte des capacités de production, améliorer les services destinés aux entreprises sur la « liste blanche », assurer la fluidité du fret, et lever les restrictions aux passagers en provenance des zones à faible risque épidémique. Les chauffeurs de bus ou de fret bénéficient de la gratuité pour les tests Covid. En matière d'aviation, il est prévu d'augmenter les prêts d'urgence de 150 Mds CNY pour l'aviation civile et d'aider l'industrie aéronautique à émettre 200 Mds CNY d'obligations, d'augmenter de manière ordonnée les vols de passagers nationaux et internationaux et de prendre des mesures pour faciliter la circulation des personnes des entreprises étrangères (voir note dédiée).
- **Promouvoir la consommation et les investissements utiles.** Assouplir les restrictions sur les achats de voitures et réduire par étapes les taxes en la matière (60 Mds CNY au total), soutenir l'achat de logements, démarrer des projets d'investissements dans divers domaines (conservation de l'eau, en particulier l'irrigation à grande échelle, le transport, la rénovation des anciennes résidences et les réseaux souterrains de canalisation). Lancer un nouveau cycle de construction et de rénovation de routes rurales et soutenir l'émission de 300 Mds CNY d'obligations destinées à la construction ferroviaire.
- **Assurer la sécurité énergétique.** Ajuster les politiques d'augmentation de capacités de production des mines de charbon et accélérer la procédure d'approbation des mines de charbon. Lancer la construction de projets énergétiques.
- **Garantir les moyens de subsistance de base.** Mener à bien le travail sur l'assurance chômage et les allocations aux familles à faible revenu et aux personnes en difficulté. Mettre en place, le cas échéant, un mécanisme de connexion reliant l'assistance sociale et les critères de protection avec l'augmentation des prix.

Les autorités exigent que les mesures détaillées soient publiées dans les meilleurs délais par les autorités locales, et mises en œuvre rapidement.

Li Keqiang a également tenu le 25 mai une réunion en visioconférence à destination des cadres du Parti – autour de 100 000 personnes y auraient assisté – lors de laquelle il a porté un message réaliste et plutôt pessimiste, disant espérer pouvoir atteindre une croissance positive au 2^e trimestre.

Climat des affaires : les mesures sanitaires et la guerre en Ukraine pèsent sur l'activité des entreprises françaises en Chine

Le 25 mai, la Chambre de Commerce et d'Industrie Française en Chine a publié les résultats d'un [sondage](#) réalisé du 1^{er} avril au 9 mai auprès de ses membres (200 répondants) sur les conséquences de la crise sanitaire en Chine sur l'activité économique des entreprises françaises.

La politique « zéro covid » a sans surprise des conséquences sur la stratégie d'investissement de la plupart des filiales d'entreprises françaises en Chine (80 %), plus encore que les facteurs macroéconomiques (49 %). Ainsi, l'image de la Chine se dégrade à leurs yeux (76 %) notamment pour y investir (64 %) et ou faire de la R&D (36 %).

Si 37 % des répondants envisagent de revoir à la hausse leurs projets d'investissement dans les trois années à venir, 32 % prévoient d'étendre leurs sites de production, voire de faire de nouvelles acquisitions (16 %) ; seulement 16 % envisagent une réduction de leur présence en Chine, à cause d'un climat des affaires jugé instable.

65 % des entreprises ont actuellement des difficultés d'approvisionnement, notamment à cause du coût du transport (82 %) et des exigences réglementaires à l'importation (55 %). La politique « zéro covid » a aussi des conséquences négatives sur les employés internationaux (85 %). La moitié des entreprises (49 %) remplace les expatriés par des employés locaux, non seulement à cause des restrictions d'entrée en Chine (62 %), mais aussi à cause des difficultés à attirer des expatriés (65 %). Cette tendance suscite certaines craintes, notamment vis-à-vis de la communication avec le siège en France (68 %), et la perte de culture de l'entreprise (59 %).

La Chine demeure toutefois un pays propice à l'innovation aux yeux des filiales (86 %) et de leur siège (72 %). 54 % des entreprises investissent dans la R&D en Chine : 29 % pour le marché local uniquement, 11 % pour le marché mondial et 14 % pour les deux. Près de la moitié (47 %) des entreprises qui font de la R&D uniquement sur le marché local le font à cause du découplage des écosystèmes. Les principaux obstacles dans ce domaine demeurent le régime de propriété intellectuelle (56 %), et le cadre réglementaire (51 %).

Les entreprises sont touchées par l'invasion de l'Ukraine (37 %) et les sanctions occidentales (21 %), notamment par le biais de la perturbation des chaînes de valeur (55 %), d'une baisse de revenu (32 %), et d'une hausse des prix de l'énergie (30 %). Le conflit fait également émerger des craintes quant à la leur présence en Chine pour près de la moitié des entreprises (49 %).

Plus largement, 80 % des filiales sont concernées par la tendance de découplage entre la Chine et le reste du monde (et 55 % envisagent en conséquence à régionaliser leurs activités), en matière de chaînes de valeur (48 %), de la gestion de données personnelles (43 %), et de conformité juridique (40 %). Les entreprises sont aussi pénalisées par la Data Security Law (43 %) et la Personal Information Protection Law (40 %), du fait des obligations de localiser les données en Chine (66 %), et des restrictions de transferts transfrontaliers de données (52 %).

Electronique : alors que les ventes de smartphones s'effondrent à l'échelle nationale, la municipalité de Shenzhen offre des subventions à l'achat de produits de marques locales

Le 26 mai, la Commission pour le Développement et la réforme (DRC) de la municipalité de Shenzhen a présenté une liste de mesures pour soutenir la reprise de la consommation. Parmi encourager les achats, les autorités ont annoncé le remboursement jusqu'à 15% du prix d'achat de différents produits de grande consommation, dans une limite de 2 000 CNY (276 EUR). Cette politique cible notamment des produits électroniques (y compris smartphones) pour un budget de 70 M CNY (10 M EUR) et électroménagers pour 30 M CNY (4 M EUR). Pour doper l'industrie culturelle et touristique, la municipalité de Shenzhen [a](#) également offert pour près de 10 M CNY (1,4 M EUR) de bons d'achat pour des activités touristiques via des plateformes telles que Meituan ou Dazhong Dianping.

[Selon le South China Morning Post](#), près de 40% des produits électroniques éligibles seraient fabriqués par des marques locales de Shenzhen (Oppo, Vivo, Huawei) tandis que les grandes marques étrangères comme Apple ou Samsung, mais également le groupe pékinois Xiaomi, seraient absents. Cette liste devrait cependant être prochainement mise à jour.

Ces mesures s'inscrivent dans le contexte d'un fort recul des ventes de smartphones en Chine, dès le premier trimestre. Selon les [données](#) du think tank CAICT, lié au Ministère de l'Industrie et des technologies de l'information (MIIT), seulement 21 M de smartphones auraient été vendus en Chine (dont 90% de marques chinoises) au mois de mars, soit un recul de 40,5% par rapport à mars 2021. Sur l'ensemble du premier trimestre, cette baisse est moins marquée (-29,2%) mais la tendance devrait se confirmer, voire empirer, au second trimestre, à cause des mesures de confinement ou restrictions sanitaires dans les grands centres urbains (Shanghai, Pékin...).

Automobile: le gouvernement annonce une réduction des taxes à l'achat de véhicules pour 60 Mds CNY (8,3 Mds EUR)

Dans le cadre des [annonces](#) du 23 mai pour faire face aux difficultés économiques dues à l'épidémie de covid-19, le Conseil des affaires de l'Etat a notamment annoncé des réductions fiscales de 60 Mds CNY (8,3 Mds EUR), soit 42% du paquet total annoncé par le gouvernement à cette occasion. Selon certains [analystes](#) du secteur, cette mesure reviendrait à abaisser la taxe à l'achat de véhicules de 10% à 5% pour les véhicules thermiques, ce qui pourrait occasionner une augmentation de la demande jusqu'à 5% selon les [prévisions](#) de Cui Dongshu, secrétaire général de la China Passenger Car Association. Le gouvernement chinois avait déjà abaissé la taxe à la consommation automobile à la suite des crises économiques de 2008 et 2015. Pour rappel, les ventes automobiles se sont effondrées en avril de 47,6% par rapport à leur niveau d'avril 2021.

A noter que les véhicules énergie nouvelle (VEN) bénéficient déjà d'une exemption de taxe à la consommation, une politique préférentielle qui devait prendre fin à la fin de l'année. Ces nouvelles mesures d'incitation pourraient donc avoir pour effet indirect de réduire temporairement l'écart d'incitation à l'achat d'un VEN par rapport aux véhicules thermiques.

Par ailleurs, des mesures d'incitations à la consommation automobile sont également prises au niveau local. Dans le Shandong, des subventions à l'achat de 3 000 à 6 000 CNY (417~ 833 EUR) sont offertes pour l'achat de véhicules à énergie nouvelle (VEN) et de 2 000 à 5 000 CNY (278~ 694 EUR) pour des véhicules à moteur thermique jusqu'à fin juin. La municipalité de Qingdao offre en outre des aides comprises entre 3 000 et

10 000 CNY (417~ 1 389 EUR). A Shenzhen, les autorités prévoient d'offrir une jusqu'à 20 000 CNY (2 778 EUR) pour l'achat d'un VEN.

Shanghai : Calendrier général de retour au travail des entreprises

Cette semaine, la municipalité de Shanghai a de nouveau insisté sur l'importance de soutenir les [PME](#) et mis en avant des [exemples](#) de bonne reprise d'entreprises sur listes blanches, mais sans partager de chiffres sur la réalité de la reprise des activités. Shanghai cherche à montrer qu'elle est [à l'écoute des PME](#) et qu'elle renforce les mesures d'aide en leur faveur. Le 24 mai, la Commission municipale de l'économie et des technologies de l'information de Shanghai a organisé un forum en ligne pour les PME afin de mieux comprendre leur situation et adapter ses mesures d'aide. Un calendrier de retour au travail en trois étapes a également été communiqué, annonçant un assouplissement progressif des mesures de confinement d'ici le 1^{er} juin, mais ce calendrier reste encore très général et ne confère que peu de visibilité aux entreprises :

1) Avant le 21 mai, la priorité est donnée à restaurer les chaînes d'approvisionnement de l'industrie : Cette première étape correspond aux mesures de reprise imposées jusqu'à présent, à savoir, les procédures de listes blanches et les lignes directrices associées concernant les déclarations de reprise, les demandes de permis de reprise du travail, la gestion en circuit fermé des usines et le respect des mesures sanitaires.

2) Du 22 au 31 mai, élargissement du nombre d'entreprises pouvant reprendre le travail : Cette deuxième étape vise à simplifier les procédures de déclaration et de délivrance des certificats de retour au travail. L'exigence de la carte électronique de retour au travail (e-pass) dans les régions moins touchées sera progressivement supprimée. La gestion en circuit fermé et les tests PCR réguliers restent cependant la norme. Selon l'état de reprise du trafic dans les zones urbaines, les déplacements domicile-travail pourront se faire par les transports publics disponibles.

3) A partir du 1^{er} juin, accélération du processus de reprise du travail : selon les autorités, à partir de cette date, la majorité des entreprises devraient pouvoir reprendre le travail après avoir notifié leurs plans de prévention et de contrôle des épidémies à la ville, au parc ou au bâtiment où elles se trouvent. Le système de déclaration de reprise du travail sera progressivement supprimé dans les districts les moins touchés. Le laissez-passer électronique pour le [retour au travail](#) sera également supprimé. Pour la gestion du personnel, la circulation normale entre les entreprises et les lieux de résidence sera possible pour les zones « sans risque ». Les zones « à risque » devront cependant continuer le télétravail ou le fonctionnement en circuit fermé. La classification des zones « sans risque » et « à risque » ne dispose pas de définition claire par le Bureau de prévention de l'épidémie de Shanghai. Au sujet des tests PCR et antigéniques, du 1^{er} au 10 juin tous les employés devront faire un test antigénique par jour et un test PCR tous les deux jours. A partir du 11 juin, tous les employés devront faire un test antigénique par jour et deux tests PCR par semaine.

Conjoncture

Conjoncture : le salaire annuel moyen du secteur public s'accroît plus rapidement que celui du secteur privé en 2021

En 2021, [le salaire annuel moyen national des employés des « unités urbaines » publiques \(explication ci-dessous\)](#) est de 106 837 RMB (15 854 USD), dépassant pour la première fois 100 000 RMB, soit une augmentation de +9,7 % en g.a. (contre +7,6 % en g.a. en 2020) ; [le salaire annuel moyen des employés des unités urbaines privées](#) s'établit à 62 884 RMB (9 332 USD), en hausse de +8,9 % en g.a. (contre +7,7 % en g.a. en 2020). Les plus fortes croissances sont constatées [dans l'industrie de l'informatique](#) (+13,5 % pour le public et +13,2 % pour le privé en g.a.) et [la finance](#) (resp. +13,1 % et +15,1 % en g.a.). La croissance des salaires moyens [dans le secteur de l'éducation](#) ralentit considérablement en raison du contrôle réglementaire mis en œuvre en 2021 : le salaire moyen des employés des unités urbaines publiques augmente de + 4,6 % en g.a. (contre +9,0 % en g.a. en 2020) ; le salaire moyen des employés des unités urbaines privées s'accroît de +8,5 % en g.a., (principalement en raison de l'effet de base de -4,6 % en g.a. en 2020), mais par rapport à 2019, le taux de croissance n'est que de + 3,6 % et le taux de croissance moyen sur les deux années est inférieur à +2 %.

Note bene : les unités urbaines désignent les personnes morales ayant 5 salariés ou plus dans les zones urbaines, à l'exclusion des commerçants individuels et des indépendants. Les unités urbaines non privées comprennent des SOEs, des unités collectives urbaines, des sociétés étrangères et des entreprises de Hong Kong, Macao et Taïwan.

Retour au sommaire ([ici](#))

Banque et finance

Secteur immobilier : deux semaines après le défaut de Sunac, le promoteur Agile voit sa notation dégradée par Moody's

Le 18 mai, Moody's a abaissé la notation du promoteur Agile (de Ba2 à B1/B2 pour la notation *corporate family rating* et de Ba3 à B2 pour la notation *senior unsecured rating*), indiquant que « la liquidité [de l'entreprise] resterait insuffisante [pour faire face à] des échéances de dette importantes et à l'affaiblissement de ses ventes immobilières au cours des 12 à 18 prochains mois, sans nouveau financement externe ni vente d'actifs », dont la capacité d'Agile à honorer ses dettes dépend. Selon son Rapport annuel, l'entreprise est demeurée rentable en 2021, mais a enregistré une forte baisse de sa marge brute, à son plus bas niveau depuis 6 ans. Agile présente un encours de 1,9 Md USD d'obligations et de prêts qu'elle devra rembourser d'ici la fin 2022, selon les données compilées par Bloomberg, dont 600 M USD d'obligations *offshore* libellées en USD en août et 224 M USD d'obligations *onshore* en juillet.

Mi-mai, Sunac (3ème promoteur national) a fait défaut à l'issue d'une période de grâce, manquant l'échéance finale de remboursement sur une obligation *offshore* de 29,5 M USD. Depuis 2021, plus d'une douzaine de promoteurs nationaux ont manqué des échéances de remboursement *offshore*, dont Evergrande Group. Une nouvelle vague de défauts pourrait avoir lieu en juin et juillet, l'institut ANZ Research estimant que 14,3 Mds USD de dette obligataire *offshore*, soit 25% de l'encours annuel total pour 2022, seront exigibles au cours des deux prochains mois. Ces pressions financières s'accroissent alors que les 30 principaux promoteurs cotés sur les marchés nationaux enregistraient une contraction de 11,1% en g.a. de leur position de trésorerie en 2021. En outre, les ventes immobilières continuent de se contracter (-32% sur la période de janvier à mai en g.a.) ; et Fitch Ratings a abaissé le mois dernier ses prévisions sur les ventes immobilières en valeur pour l'année 2022, envisageant une chute de 25 à 30 % (contre une prévision de 10 à 15 % auparavant).

Depuis le début de l'année, plus de 140 villes ont pris des mesures de soutien au secteur immobilier, visant notamment à stimuler la demande en logements *via* des réductions de taux hypothécaires, des exigences assouplies sur les acomptes et des subventions à l'achat pour certains segments de population. A l'échelle nationale, les autorités centrales se sont à nouveau [engagées](#) le 22 mai à maintenir une croissance stable du crédit au secteur immobilier et à soutenir les acheteurs affectés par les impacts de la crise épidémique (en particulier *via* des reports de remboursement de crédits hypothécaires).

Marché boursier : les cours retombent cette semaine

Le marché boursier chinois retombe cette semaine, en particulier les plateformes axées sur l'innovation technologique : ChiNext -3,9 % et STAR Market -4,9 %. Les capitalisations boursières des bourses de Shanghai, Shenzhen et Beijing ont perdu respectivement de 383 Mds RMB, 476 Mds RMB et 9,6 Mds RMB en valeur pendant la semaine.

	CSI 300	SSE	SZSE	ChiNext	STAR Market 50
Entre le 23 et le 27 mai	-1,9%	-0,5%	-2,3%	-3,9%	-4,9%
Depuis le 1er janvier 2022	-19,0%	-14,0%	-24,7%	-30,1%	-28,9%

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Echanges et politique commerciale

Relations Chine-US: Anthony Blinken présente les contours de la politique étrangère de l'administration Biden vis-à-vis de la Chine

Le 26 mai, le secrétaire d'Etat américain Anthony Blinken a [exposé](#) les grandes lignes de la politique de l'administration Biden vis-à-vis de la Chine.

Dans son discours, le secrétaire d'Etat a affirmé que malgré la guerre en Ukraine, les Etats-Unis resteront concentrés sur « le défi le plus sérieux pour l'ordre international à long terme », à savoir la Chine. Blinken a toutefois réitéré que les Etats-Unis ne chercheront pas de conflit ni une nouvelle guerre froide avec la Chine. Enjoignant Pékin à cesser la répression des minorités et l'agressions de pays étrangers, les Etats-Unis créeront un « environnement stratégique » visant à promouvoir un « système ouvert et inclusif » en combinant trois priorités : « investir, aligner, concurrencer » (*"invest, align, compete"*).

Sur le plan économique, Blinken a souligné que les Etats-Unis investiront davantage dans les infrastructures et l'innovation (intelligence artificielle, biotechnologies, informatique quantique). Le second pilier de la stratégie américaine consiste à mobiliser les alliés et partenaires des Etats-Unis pour promouvoir une vision commune de l'avenir, en se reposant sur le [Indo-Pacifique Economic Framework](#) (IPEF)¹ et le [Conseil du commerce et des technologies UE-États-Unis](#) pour promouvoir le contrôle des investissements et des exportations, ainsi que le renforcement des chaînes d'approvisionnement.

Le secrétaire d'Etat a enfin condamné les pratiques distorsives auxquelles a recours la Chine, dont le manque de réciprocité, les subventions massives (acier, panneaux solaires, batteries), et le recours à la coercition dans le cadre de différends politiques (Australie, Lituanie). Les Etats-Unis renforceront leur propre sécurité et la résilience des chaînes d'approvisionnements dans les secteurs sensibles tels que les pharmaceutiques et les minéraux critiques. L'administration s'assurera par ailleurs que les entreprises américaines ne s'engagent pas dans des échanges facilitant le travail forcé.

Blinken a réitéré que les Etats-Unis ne chercheront pas un découplage économique avec la Chine, mais a accusé cette dernière de poursuivre un « découplage asymétrique » visant à devenir moins dépendante du monde tout en rendant le monde plus dépendant à son égard.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

¹ L'IPEF compte actuellement 13 membres fondateurs: Etats-Unis, Japon, Corée du Sud, Inde, Australie, Nouvelle-Zélande, et 7 pays membres de l'ASEAN (Indonésie, Singapour, Thaïlande, Vietnam, Brunei, Malaisie, Philippines), représentant plus d'un tiers de l'économie mondiale. L'IPEF est un cadre devant permettre la coopération et la conclusion d'accord relatifs à l'économie numérique, les chaînes d'approvisionnement, les énergies propres, les infrastructures, et la corruption; il ne contient pas d'éléments sur la baisse de droits de douane ni sur l'accès au marché.

Industrie et numérique

Economie numérique : le Conseil des affaires de l'Etat promet des mesures de soutien pour l'économie de plateforme

Lors d'une téléconférence présidée par Li Keqiang, le Conseil des affaires de l'Etat a [promis](#) des mesures de soutien pour stabiliser l'économie et répondre à la crise du covid-19. Comme évoqué le 17 mai lors d'une réunion spéciale de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CPPCC) consacrée au « développement sain et continu de l'économie numérique et du secteur privé », l'économie numérique et les plateformes internet [devraient](#) bénéficier de mesures de soutien spécifiques. Selon Trivum, le gouverneur de la Banque populaire de Chine (PBoC) Yi Gang aurait ainsi annoncé être en discussion pour sélectionner les entreprises éligibles à ces mesures de soutien, afin qu'elles puissent assurer des services essentiels, stabiliser l'emploi et continuer à innover.

Economie numérique : nouvelles vagues de licenciements dans les grands groupes du secteur

Selon plusieurs médias, une nouvelle vague de licenciements massifs serait en cours au sein des grands groupes chinois de l'économie de plateforme. Malgré les annonces rassurantes du politburo (29 avril) sur le « développement sain de l'économie numérique », puis les promesses de soutien de Liu He lors d'une réunion de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CPPCC) le 17 mai, la pression réglementaire continue de peser sur les perspectives grands groupes du numérique, et leur cours en bourse.

Selon des sources [citées](#) par le South China Morning Post, les divisions « vidéo », « sport », « cloud » et « jeux vidéo » de Tencent seraient parmi les plus affectées. Au total, près de 20% des effectifs seraient [touchés](#), alors que le groupe de Shenzhen a annoncé une baisse de son chiffre d'affaires au premier trimestre de 6% (135,4 Mds CNY- 18,7 Mds EUR), pour des profits en chute de 23% (25,5 Mds CNY- 3,5 Mds EUR). Pour Alibaba, les licenciements concerneraient notamment DingTalk (plateforme de visioconférence), Taobao (e-commerce) et Alibaba Cloud. La plateforme de question/réponse Zhihu est également au centre de l'attention des internautes. Cette dernière est [accusée](#) d'avoir licencié environ 20% de ses employés en employant des méthodes « coercitives », forçant ses employés à démissionner sous la pression.

Au total, près de 216 000 personnes auraient perdu leur emploi dans le secteur de la tech entre juillet 2021 et mars 2022 [selon les chiffres](#) de l'Administration chinoise du cyberspace (CAC), qui recense cependant 296 000 embauches, soit un solde positif de près de 80 000 postes. Ces chiffres sont cependant sujets à caution : la plupart des acteurs du secteur se montrent en effet très discrets sur ces campagnes de licenciements car il s'agit d'un sujet politiquement sensible. Selon Lu Feng, professeur à l'université de Pékin, le taux de chômage des 16-24 ans en Chine serait de 18,2%, contre 13,9% en Europe et 8,6% aux Etats-Unis.

Economie numérique : Airbnb quitte le marché chinois

La plateforme de location d'hébergement Airbnb aurait décidé de quitter le marché chinois, selon des sources [citées](#) par le Wall Street Journal. Présente en Chine depuis 2016, celle-ci ne réalisait que 1% de ses revenus sur le marché local, où elle référençait 500 000 hébergements sur 6 M dans le monde. Ces références devraient être retirées du site dès cet été mais il restera possible, pour les utilisateurs chinois, d'utiliser Airbnb pour réserver des hébergements à l'étranger. Si ce retrait s'explique surtout par la concurrence d'acteurs locaux tels que Meituan ou Ctrip, les contraintes réglementaires propres à la Chine pourraient également avoir joué un rôle. En 2019, un

cadre de l'entreprise avait ainsi démissionné à cause de la politique de gestion des données personnelles de l'entreprise, qui coopère avec les autorités chinoises.

Ces derniers mois, plusieurs plateformes étrangères, parmi lesquelles LinkedIn ou Yahoo Mail, se sont retirées du marché chinois, à cause notamment des contraintes réglementaires de plus en plus strictes sur la gestion des données. En 2021, sont en effet entrées en vigueur deux lois restrictives sur le stockage et le transfert de données (loi sur la sécurité des données ; loi sur la protection des données personnelles).

Economie numérique : 106 nouveaux projets de blockchain sont approuvés au niveau national, pour un total de 1811

Le 24 mai, l'Administration chinoise du cyberspace (CAC) a [publié](#) une huitième version de sa liste des projets de blockchain approuvés au niveau national. Cette liste complémentaire contient 106 nouveaux projets, ce qui porte le nombre total de projets blockchain approuvés en Chine à 1811. Depuis 2019, tous les projets de blockchain en Chine sont tenus d'être enregistrés auprès de la CAC, en vertu de la « [réglementation sur la gestion des services d'information en blockchain](#) ».

Cette réglementation stipule également que les projets de blockchain ne doivent pas permettre d'activités illégales, telles que les activités en lien avec les cryptomonnaies (désormais strictement interdites), et doivent mettre en place des systèmes d'enregistrement des utilisateurs sous leur véritable identité. En outre, une sauvegarde des dossiers doit être créée sous six mois et les informations doivent être rendues accessibles aux autorités judiciaires.

Retour au sommaire ([ici](#))

Développement durable, énergie et transports

Climat : déplacement en Europe de l'envoyé spécial pour le climat XIE Zhenhua et annonce une politique de reboisement

Dans un contexte sanitaire où les déplacements de Chinois à l'étranger se font de plus en plus rares, l'envoyé spécial pour le climat, M. XIE Zhenhua, est actuellement en tournée en Europe. Ce déplacement s'est ouvert par une participation au « *World Economic Forum* » (WEF) de Davos en Suisse et pourrait se poursuivre par une présence physique lors de la *Ministerial on Climate Action* (MoCA) qui se tient à Stockholm le 30 mai et qui réunit habituellement des représentants chinois, canadiens et européens.

Lors du WEF, il a notamment participé à une table ronde de haut niveau, au cours de laquelle il était très symboliquement assis à côté de son équivalent états-unien, M. John KERRY. Lors de cette table-ronde, il a rappelé les différents engagements climatiques chinois, insistant notamment sur le fait que les objectifs d'atteinte du pic des émissions de CO₂ et de neutralité carbone étaient bien prévus avant 2030 et 2060. Il a annoncé l'intention chinoise de planter 70 Mds d'arbres d'ici 10 ans, ce qui rappelle l'objectif annoncé par XI Jinping en décembre 2020 d'augmenter le volume forestier de 6 Mds de m³ de bois sur pied en 2030 par rapport au niveau de 2005. Cependant, le changement d'unité et l'imprécision de l'annonce ne permettent pas de déterminer s'il s'agit du même objectif exprimé différemment ou d'une accélération du programme de reforestation. La plantation d'arbres permet la capture de carbone via une solution fondée sur la nature, mais la qualité des reboisements doit être prise en compte, afin de garantir un co-bénéfice en matière de biodiversité (plantation d'essences multiples et adaptées aux conditions climatiques afin de recréer des écosystèmes sains) et afin de se prémunir des risques incendie ou de maladies qui peuvent réduire à néant l'effet de capture du carbone.

Cette participation au WEF a également été l'occasion pour l'envoyé spécial chinois de réaliser une série d'entretiens bilatéraux, notamment avec le directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie, M. Fatih BIROL, ou avec la PDG de la *European Climate Foundation*, Mme Laurence Tubiana.

Biodiversité : entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la protection des zones humides

Adoptée par le Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale le 24 décembre dernier, la [loi](#) sur la protection des zones humides entrera en vigueur le 1^{er} juin 2022, comblant la lacune législative en la matière en Chine. Elle contient des dispositions relatives à la protection, à l'utilisation et à la restauration des zones humides, ainsi que des précisions sur la responsabilité des services gouvernementaux et les sanctions en cas de violation. Avant cette nouvelle loi, il n'existait comme base juridique que les [dispositions](#) relatives à l'administration de la protection des zones humides, adoptées par l'ancienne Administration des forêts en 2013. Ce dernier document disposait cependant d'une valeur réglementaire très limitée en raison de sa nature et son rang ministériel.

Pour rappel, la Chine est le pays d'accueil de la 14^e session de la Conférence des Parties contractantes à la Convention RAMSAR sur les milieux humides (COP14), qui aura lieu entre le 21 et le 29 novembre à Wuhan, capitale de la province du Hubei au centre de la Chine.

Marché carbone : l'optimisation du marché carbone pourrait permettre à la Chine de doubler la réduction d'émissions du secteur de l'électricité d'ici 2035

Un nouveau [rapport](#) de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et l'Institut 3E (énergie, environnement et économie) de l'Université Tsinghua a analysé les interactions et les effets de synergie entre le marché carbone et la politique chinoise sur les énergies renouvelables (notamment la [norme de portefeuille renouvelable](#) ou RPS en anglais) dans le secteur de l'électricité pour la période de 2020 à 2035.

Selon le rapport, le secteur de l'électricité pourrait atteindre son pic d'émissions avant 2030 avec les politiques actuelles de RPS et de système d'échange de quotas d'émission (ETS). Toutefois, une optimisation de la conception et la réglementation du marché carbone accélérerait la décarbonation du secteur, qui pourrait doubler sa réduction d'émission de carbone par rapport au scénario actuel. Fondé sur l'évaluation de l'intensité d'émissions assortie de l'allocation gratuite de quotas, le marché carbone chinois d'aujourd'hui ne permet que la participation directe des centrales à charbon. Plusieurs pistes d'amélioration y sont donc proposées : mise en place de benchmarks plus stricts, introduction progressive de la mise aux enchères des quotas et transition vers un système de plafonnement des émissions. Ce dernier s'avère le moins coûteux en permettant aux acteurs du secteur de choisir librement la solution à moindre coût et favorise le passage de la production de l'électricité au charbon à celle des énergies renouvelables.

Climat : rapport d'une ONG sur les émissions de méthane provenant de la hausse de la production du charbon en Chine

L'ONG *Global Energy Monitor* a publié un [rapport](#) concernant l'impact sur le climat à court terme de la hausse de production du charbon. Suite à la pénurie d'électricité que la Chine a rencontrée en septembre 2021, la NDRC avait en effet publié une série de mesures visant à augmenter la production de charbon. Ces mesures incluent l'augmentation de la production, l'agrandissement, la création et la réouverture de mines de charbon. Or l'extraction du charbon entraîne l'émission de méthane (CH₄), un puissant gaz à effet de serre 28 fois plus nocif sur 100 ans que le CO₂. *Global Energy Monitor* estime que ces mesures ont conduit à une émission de 2,5 Mt de méthane en fin d'année 2021, soit l'équivalent de 74 Mt de CO₂ ou l'émission de 20 centrales à charbon sur une année. Cette tendance devrait se maintenir en 2022 avec l'objectif de sécurité énergétique réaffirmé depuis plusieurs mois par les autorités chinoises. Selon le rapport de *Global Energy Monitor*, avec les seules annonces de nouvelles mines de charbon et sans mesure d'atténuation, la Chine émettra chaque année 6 Mt de méthane supplémentaire ce qui représentera plus de 10% de hausse des émissions de méthane mondiale relatives au charbon.

Selon l'Agence internationale de l'Énergie, la Chine est la première émettrice de méthane anthropogénique dans le monde avec 58,4 Mt de méthane, soit 16,4% des émissions mondiales. Le secteur de l'énergie est le principal émetteur avec 48% des émissions, le charbon représentant à lui seul 42% des émissions totales. A noter que, lors de la CoP26 de Glasgow, la Chine n'avait pas rejoint le *Global Methane Pledge* qui prévoit la réduction de 30% des émissions de méthane d'ici 2030 par rapport à 2020. En revanche, un plan d'action de réduction des émissions de méthane doit encore être publié.

Environnement : parution d'un plan d'action pour traiter les « nouveaux polluants » (polluants organiques, perturbateurs endocriniens, antibiotiques)

Le Conseil des Affaires de l'Etat a publié mardi un [plan d'action](#) pour lutter contre les « nouveaux polluants ». Sont principalement concernées les substances issues de la production et l'utilisation de produits chimiques toxiques (comme les pesticides) qui ne sont pas prises en compte dans les politiques existantes, telles que les polluants organiques, les perturbateurs endocriniens ou les antibiotiques. Comme [reconnu](#) par le ministère de l'Ecologie et de l'Environnement, le travail de la Chine sur le traitement de ces polluants a commencé tardivement et de nombreuses lacunes existent encore au niveau réglementaire, et ce alors que la Chine est le premier pollueur mondial et possède la plus grande industrie chimique au monde.

D'ici 2025, le plan prévoit d'établir et d'améliorer le système de gestion des risques environnementaux pour les substances chimiques toxiques et dangereuses ainsi que de publier une liste complète des nouveaux polluants clés à contrôler. Plusieurs mesures visant à limiter les rejets de ces polluants sont soulignées, notamment : interdiction et restriction de la production, de la transformation, de l'utilisation, de l'importation et de l'exportation des principaux nouveaux polluants ; contrôle de la quantité de nouveaux polluants dans les produits ; renforcement du contrôle des procédés industriels pour favoriser une production propre.

Aviation civile : 30 Mds CNY de pertes en avril pour les entreprises du secteur, annonces gouvernementales d'un soutien financier et du développement de la connectivité aérienne

Le 23 mai dernier, au cours d'une réunion du Conseil des Affaires de l'Etat présidée par le Premier Ministre Li Keqiang, de nouvelles mesures financières d'urgence ont été [mentionnées](#) en soutien du secteur de l'aviation civile, durement frappé par la crise sanitaire et les restrictions à la mobilité (intérieure et internationale) imposées par la stratégie zéro-covid du gouvernement chinois. Le soutien financier prend la forme d'un emprunt public de 150 Mds CNY (20,7 Mds EUR), complété d'une garantie de l'Etat couvrant à hauteur de 200 Mds CNY (27,6 Mds EUR) d'éventuelles émissions de nouvelles obligations des entreprises concernées, pour refinancement sur les marchés. Pour rappel, les trois plus grandes compagnies aériennes (Air China, China Eastern et China Southern) ont enregistré 6 Mds EUR de pertes en 2021 (voir *Brèves du SER de Pékin, semaine du 4 avril*), correspondant à la moitié du déficit [estimé](#) pour l'ensemble de l'industrie l'an dernier (84,3 Mds CNY ou 11,8 Mds EUR), principalement dû à l'exposition de ces compagnies à la quasi-absence de recettes du trafic international passagers, qui reste aujourd'hui encore limité à moins de 2% du volume de vols autorisés existants avant l'épidémie. Selon de récentes [estimations officielles](#), les pertes pour avril 2022 de l'ensemble du secteur seraient considérables et pourraient atteindre 30 Mds CNY (4,20 Mds EUR), un record historique.

A propos du trafic aérien de passagers, le [communiqué officiel](#) du Conseil des Affaires d'Etats indique que « la Chine augmentera le nombre de vols intérieurs et internationaux et mettra en œuvre des mesures pour faciliter les déplacements des employés des entreprises étrangères ». S'agissant des vols intérieurs, l'administration de l'aviation civile (CAAC) et le Ministère des finances (MoF) ont déjà annoncé la semaine dernière la mise en place de subventions d'équilibre pour 4500 vols quotidiens en mai-juin (Voir *Brèves du SER de Pékin, semaine du 16 mai*). Des informations [complémentaires](#) ont été apportées cette semaine. Les subventions couvriront finalement une période de trois mois (du 21 mai au 20 juillet), avec des versements de 24 000 CNY par heure de vol. Au total, le coût de cette intervention publique est évalué à 13 Mds CNY (1,8 Mds EUR). La prise en charge est différenciée entre autorités nationales et locales, les premières prenant à leur compte respectivement 65%, 70% et 80% des dépenses respectives allouées aux vols des régions de l'est, du centre et de l'ouest du pays, les secondes

contribuant au solde (en fonction de la ville de départ du vol). De nombreux acteurs [espèrent](#) que cette intervention publique aura un effet déflationniste sur l'envolée des tarifs des billets d'avions, qui ont connu une hausse importante, causée à la fois par l'attrition de l'offre de services aériens (elle-même conséquence des restrictions de mobilité consécutives à la politique sanitaire chinoise) et à une hausse substantielle des coûts du carburant.

La CAAC échange également avec les autorités civiles étrangères, dans l'objectif d'une légère augmentation des fréquences de vols réguliers autorisés pour l'été 2022. L'expansion des droits de trafic reste toutefois aujourd'hui largement entravée par de multiples restrictions, pesant sur l'exploitation des vols internationaux en Chine : interdiction de liaisons directes à destination de Pékin pour les compagnies étrangères (Voir *Brèves du SER de Pékin*, [semaine du 2 mai](#)) ; plafonnement des taux de remplissage à 40% des cabines pour les vols à destination de Shanghai ; ou encore annulations intempestives liées aux sanctions de « circuit breaker » (voir par ailleurs la brève « transport aérien » de cette semaine). Face à une telle rareté et instabilité de l'offre de vols commerciaux réguliers, de nombreux Etats ou entreprises sont placés dans l'obligation de soutenir la mise en place de vols non réguliers charters à destination de la Chine.

Transport aérien : près de 1700 vols réguliers annulés depuis deux ans, au titre des sanctions du « circuit breaker »

L'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC) a dressé cette semaine [un bilan](#) du mécanisme dit de « circuit breaker », mis en place en juin 2020, dans le but de limiter les risques de contamination de la population locale au COVID-19 en Chine par des passagers internationaux infectés. Ces mesures consistent en des annulations de vols, prononcées à l'encontre des compagnies aériennes chinoises et étrangères sur les rares liaisons régulières autorisées aujourd'hui, selon un nombre de passagers diagnostiqués positifs au COVID-19 lors de leur arrivée d'un vol opéré vers le territoire chinois, ou pendant leur quarantaine. Les suspensions varient en durée, à partir de deux semaines (pour 5 passagers positifs) et jusqu'à un mois (10 passagers et plus), voire parfois davantage si le nombre de passagers positifs est trop élevé. Depuis janvier 2022, la CAAC dénombre ainsi 312 « circuit breakers », qui ont conduit à la suspension de 768 vols internationaux. L'année 2022 marque un net renforcement de ce type de sanctions, dès le premier trimestre (Voir *Brèves du SER de Pékin*, [semaine du 10 janvier](#)). En effet, au cours des cinq premiers mois de 2022, 66 vols d'Air France et des compagnies chinoises entre la France et la Chine ont été annulés au titre des dispositions du « circuit breaker », soit plus de la moitié (52%) des vols autorisés au cours de la période. Selon la CAAC, depuis le début de l'année, la somme des annulations de vols réguliers consécutive aux sanctions du « circuit breaker » correspond à presque la moitié (46%) du total des annulations qui ont été enregistrées depuis deux ans (1679 vols suspendus). Cependant, en dépit d'une multiplication des sanctions, et malgré un fort rebond de l'épidémie de COVID-19 en Chine depuis plusieurs mois, les autorités chinoises persistent à considérer que le « circuit breaker » contribue à jouer un rôle important dans la prévention de la propagation de l'épidémie de COVID-19.

Ces dispositions chinoises sont toutefois fortement contestées par de nombreux Etats étrangers pour leur irrégularité juridique, leur caractère injuste et disproportionné et les perturbations qu'elles impliquent pour les compagnies et les passagers. D'une part, les décisions de « circuit breaker », unilatérale et sans appel possible, constituent une infraction aux dispositions des accords bilatéraux sur les services aériens, qui impliquent par principe des concertations bilatérales préalables entre autorités d'aviation civile avant toute suspension de l'exercice des droits de trafic agréés. En conséquence, à l'occasion de sanctions édictées par les autorités chinoises contre l'exploitation des compagnies, certaines autorités d'aviation civile ont été amenées à prendre des mesures de réciprocité à l'encontre des opérations de compagnies chinoises (comme le font la France, l'Allemagne ou les

[Etats-Unis](#)). D'autre part, le dispositif de « circuit breaker » engage de manière disproportionnée la responsabilité des compagnies aériennes. En dépit de toutes les mesures prises par les transporteurs en amont avant l'embarquement des passagers, les compagnies sont jugées fautives du transport de « cas importés » en Chine, détectés souvent bien après le vol opéré. Enfin, la multiplication des suspensions de vol réguliers, fortement disruptive pour la continuité et la prévisibilité des vols réguliers, apparaît incohérente avec la volonté affirmée du gouvernement chinois d'augmenter la connectivité aérienne internationale (voir brève « aviation civile » de cette semaine). A ce stade, le mécanisme de « circuit breaker » n'est nullement remis en cause par les autorités chinoises. La CAAC a même informé les autorités d'aviation civile étrangères de l'abandon de certaines dispositions plus incitatives, comme celle concernant l'obtention de « vol bonus ». Dans le dispositif originel du « circuit breaker » (juin 2020), les compagnies pouvaient être « récompensées » d'un vol supplémentaire, si elles pouvaient attester qu'aucun cas n'était détecté sur leurs vols entrants pendant trois semaines d'affilée d'exploitation d'une liaison hebdomadaire vers la Chine. La CAAC n'a jamais livré de statistiques sur ce volet positif du « circuit breaker ». De telles dispositions ne semblent n'avoir pratiquement jamais été mises en œuvre pendant deux ans.

Retour au sommaire ([ici](#))

Actualités régionales

Shanghai : Publication des chiffres économiques d'avril

Les [statistiques d'avril](#) de Shanghai reflètent l'impact économique du confinement de la ville et affectent les résultats au niveau national. D'après les chiffres publiés, la production industrielle de Shanghai a atteint 136,4 milliards de CNY en avril 2022, soit une chute de 61,6 % par rapport à avril 2021 et une baisse de 12,6 % en glissement annuel sur les quatre premiers mois de 2022. Ce résultat, qui dépasse largement la baisse de 7,5 % enregistrée en mars 2022, constitue la plus forte baisse mensuelle depuis au moins 2011.

La valeur totale des ventes au détail de biens de consommation a quant à elle atteint 71,7 milliards de CNY en avril, soit une chute de 48,3 % en g.a. Cette chute est nettement plus forte que la baisse de 11,1 % enregistrée au niveau national et constitue la plus forte contraction des ventes au détail enregistrée par la ville depuis au moins 2011. Cette contraction a par ailleurs entraîné une baisse des ventes au détail de 30% dans l'ensemble du delta du Yangtsé.

À la fin du mois d'avril, l'encours des prêts de Shanghai en monnaie nationale et en devises étrangères s'élevait à 9 860 milliards de CNY, soit une hausse de 10,8 % par rapport à l'année précédente. Cependant, les nouvelles émissions d'emprunts de Shanghai ont diminué de 56,5 milliards de CNY en avril, inversant ainsi l'expansion du premier trimestre. Plusieurs gestionnaires de prêts à Shanghai ont déclaré à [Caixin](#) que leurs activités avec les clients publics et privés avaient considérablement ralenti en avril.

Les investissements en [actifs fixes](#) ont chuté de 11,3 % au cours des quatre premiers mois de 2022. Parmi les trois principaux domaines d'investissement, l'investissement dans les infrastructures urbaines, l'investissement industriel et l'investissement dans l'immobilier ont enregistré des baisses de 21,4 %, 17,7 % et 10 % par rapport à aux quatre premiers mois de 2021. Les investissements dans les industries secondaires et tertiaires, quant à eux, ont chuté de 17,6 % et 10 % par rapport à la même période de l'année précédente.

Les autres chiffres publiés montrent tous des tendances à la baisse. Les ventes immobilières par surface de plancher ont diminué de 17 % entre janvier et avril, contre une croissance de 4 % au cours des trois premiers mois. Selon les calculs de [Reuters](#), les ventes ont plongé de 88% en avril. Concernant les secteurs de l'alimentation, des boissons et de l'hôtellerie, des experts du secteur estiment la baisse d'activité à 73 % en avril par rapport à 2021.

Jiangsu : Publication des chiffres économiques de janvier à avril

La province du Jiangsu a été impactée par le confinement de Shanghai, notamment avec une baisse des ventes au détail et un ralentissement de l'activité industrielle identifiables dans les [statistiques](#) des quatre premiers mois de l'année (les chiffres pour le mois d'[avril](#) ne sont pas disponibles).

De janvier à avril, la valeur ajoutée industrielle de la province n'a augmenté que de 1,4 % en glissement annuel, mais avec une forte augmentation de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière de haute technologie (+6,9 % g.a.), de l'industrie de fabrication de machines et d'équipements électriques (+7,1% g.a.), de l'industrie de fabrication d'ordinateurs, de communications et d'autres équipements électroniques (+6% g.a.) et de l'industrie de fabrication de produits pharmaceutiques (+5,2 % g.a.).

De janvier à mars, le revenu des entreprises de l'industrie des services de la province a augmenté de 8 % en glissement annuel. Parmi eux, les revenus des entreprises de technologies de l'informations, de logiciels et de services informatiques, de recherche scientifique et de services technologiques ont augmenté respectivement de 16,1 % et de 12,5 %.

Les ventes de biens de consommation ont été touchées par la crise sanitaire. La province a réalisé un total de ventes au détail de 1 365 milliards de CNY de janvier à avril, soit une baisse de 3,7 % en glissement annuel. Le chiffre d'affaires des secteurs de l'hébergement et de la restauration a diminué de 17,1 % et 13,1 % respectivement.

A la fin du mois d'avril, le solde des dépôts en CNY des institutions financières de la province s'élevait à 20 345,6 milliards de CNY, soit une augmentation de 9,7%, et le solde des prêts en CNY à 190 143,3 milliards de CNY, soit une augmentation de 14,3%. En avril, les prix à la consommation de la province ont augmenté de 2,8 % en glissement annuel.

Retour au sommaire ([ici](#))

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Inflation : hausse de 1,3% de l'indice des prix à la consommation au cours du mois d'avril (g.a)

L'indice des prix à la consommation a progressé en avril de +1,3% en g.a (consensus Bloomberg : 1,8%), contre +1,7% en février. Les prix de l'alimentation ont de nouveau été parmi les principaux contributeurs à la hausse de l'IPC avec une progression de +5,2% (g.a) après +4,6% (g.a) en mars, Hong Kong se trouvant pénalisée par sa forte dépendance aux importations alimentaires (90% de l'alimentation de la RAS est importée), dans un contexte de tensions logistiques accrues. Les vêtements et chaussures ont vu leurs prix progresser de +3,6% (g.a), les repas à l'extérieur de +3,2% et les transports de +1,8%. Les prix du logement ont en revanche enregistré une baisse de 0,6%.

Commerce extérieur: les exportations hongkongaises progressent de 1,1% en avril et les importations de 2,1%

Les exportations hongkongaises de marchandises ont progressé de 1,1% au mois d'avril en glissement annuel, et de 11,3% en glissement mensuel, après une forte contraction en mars (-8,9% en g.a). Les importations ont de leur côté augmenté de 2,1% en g.a (11,1% en glissement mensuel). Le rebond des exportations hongkongaises a surpris les analystes, le consensus Bloomberg en amont de leur publication s'établissant à -6,9% (g.a). Par type de produits, les exportations de pièces et d'appareils électriques ont progressé de 11,3%, celles d'articles conçus à la main (essentiellement des pièces de joaillerie et orfèvrerie de 19,4% et celles de machines et instruments de mesure professionnels ou scientifiques de 41,1%). Par pays, les exportations vers la Chine, premier débouché de Hong Kong ont reculé de 9,4% en g.a, mais ont été compensées par celles vers les Etats-Unis (2^{ème} débouché), en hausse de 31,3%, et celles vers Taiwan, 3^{ème} débouché (+27,5%). Pour ce qui est des importations, des hausses importantes ont été enregistrées pour les biens importés des Etats-Unis (+26,4%), de Singapour (+15,9%), Taiwan (+14,5%) ainsi que Singapour (+29,5%). A l'inverse les importations en provenance de Chine continentale se sont contractées de 3,1%. L'excédent commercial de Hong Kong au mois d'avril s'établit à 36,6 Mds HKD (4,7 Mds USD).

Retour au sommaire ([ici](#))

Macao

Tourisme : baisse du nombre de visiteurs de 23,7% en avril

Les arrivées de visiteurs à Macao ont diminué de -2% en g.a (2 483 688 personnes) au cours des quatre premiers mois de l'année. En avril, le nombre de visiteurs à Macao a baissé de -23,7% en g.a mais ont toutefois augmenté de +15,2% par rapport à mars avec 606 841 arrivées (dont 534 899 en provenance de Chine), en raison de l'amélioration de la situation épidémique dans la province du Guangdong.

Pour mémoire, les visiteurs chinois sont exemptés de quarantaine à Macao mais doivent toujours présenter un test COVID-19 négatif de moins de 7 jours pour les arrivées par avion et de moins de 72H pour les arrivées en provenance de la ville frontalière du Zhuhai depuis le 25 avril 2022. Pour les visiteurs des villes chinoises touchées par des cas de Covid, une quarantaine de 2 semaines est imposée à l'arrivée à Macao : c'est toujours actuellement le cas pour la plupart des quartiers de Shanghai et Pékin. Un contrôle strict est également toujours en place pour les arrivées de Hong Kong (2 semaines de quarantaine et une semaine d'auto observation).

A partir du 27 mai 2022, les portugais venant du Portugal, de Chine ou Hong Kong, qui n'auront pas voyagé en dehors de ces régions au cours des 21 jours précédents pourront entrer à Macao avec une quarantaine de 2 semaines. C'est le premier assouplissement pour des visiteurs étrangers depuis que Macao leur a interdit l'accès (à l'exception des résidents de la Chine, Hong Kong et Taiwan) depuis mars 2020.

Retour au sommaire ([ici](#))

Taiwan

Balance des paiements : les sorties nettes du compte financier enregistre un record au T1 2022

D'après la dernière [publication de la Banque centrale de Taïwan \(CBC\) sur la balance des paiements](#), l'excédent du compte courant s'est établi, au 1er trimestre 2022, à 30,6 Mds USD (contre 25,8 Mds au T1 2021). Il provient essentiellement du commerce de biens (excédent de 20,4 Mds USD contre 18,7 Mds USD au T1 2021) dans un contexte de croissance des exportations (+22% en glissement annuel), en raison de la reprise de l'économie mondiale et de la demande externe continue de produits électroniques liés à la transformation digitale. Le commerce de services, quant à lui, enregistre également un excédent de 4,3 Mds USD, principalement entraîné par la hausse des prix du fret aérien et maritime. Par ailleurs, les sorties nettes du compte financier s'élèvent à 32,2 Mds USD, atteignant un nouveau record sur ces dernières années : les IDE enregistrent un solde négatif de 2 Mds USD avec une augmentation des sorties (+5 Mds USD) et des entrées (+2,9 Mds USD) ; les mouvements sur les dérivés augmentent avec un solde de +0,6 Md USD. Les investissements en portefeuille affichent un solde négatif, tirés par des investissements importants des compagnies d'assurance taïwanaises dans les titres de créance (*debt securities*) à l'étranger (35,2 Mds USD), on observe également une baisse des investissements étrangers dans les actifs taïwanais (*equity*) (-14,7 Mds USD).

Export : la demande externe adressée à Taïwan a connu sa plus forte chute depuis février 2020

Le MOEA a récemment annoncé que, suite à sa 25ème hausse mensuelle consécutive en mars 2022 (+16,8%), [les commandes export avaient diminué, en glissement annuel, de -5,5% à 51,9 Mds USD \(dont 45,5% sont produites à l'étranger\) en avril 2022, soit le niveau le plus bas depuis février 2020](#). Cette baisse, selon le MOEA, est due essentiellement aux mesures de confinement intervenu à Shanghai, Kunshan et Suzhou où la présence des implantations de l'industrie des TIC taïwanaise est importante. Les produits électroniques, 1er produit demandé avec un montant de 17,8 Mds USD, enregistrent une progression modeste de +4,3% par rapport à avril 2021, contre +31,7% le mois précédent; suivis des produits informatiques et télécommunication, qui diminuent d'ailleurs de -21,5% à 12,1 Mds USD. Parmi les autres secteurs, les produits chimiques augmentent de +14,5% à 2,2 Mds USD, alors que les produits métallurgiques (2,9 Mds USD), les plastiques (2,4 Mds USD), les machines-outils (2 Mds USD) et les produits optiques (1,8 Mds USD) ont connu une baisse respective de -8,8%, -7,3%, -11,6% et -27,7%. Ces commandes proviennent principalement des Etats-Unis (30% du total; -0,2%), de Chine et Hongkong (23,3%; -16,9%), d'Europe (18,1%; -17%), d'ASEAN (12,3%; +22,7%) et du Japon (4,8%; -11,3%). Sur les quatre premiers mois 2022, les commandes export progressent de 10,4%, par rapport à la même période en 2021, atteignant 225 Mds USD.

Economie : fléchissement du commerce de services de restauration en avril 2022

Selon les dernières statistiques du MOEA, [le commerce de services de restauration a diminué en glissement annuel, de -5,8% à 62 Mds TWD \(environ 2 Mds EUR\) en avril 2022](#), cette baisse résultant de l'activité des restaurants (51,2 Mds TWD, -6,9%) et des salons de thé (8,2 Mds TWD, -0,1%). Le MOEA souligne l'annulation importante de réservations dans des restaurants en raison de l'augmentation de cas de Covid pendant la tenue des fêtes traditionnelles du nettoyage des tombes. Afin de faciliter la continuité des activités du secteur, les autorités ont mis en place un plan d'aides financières de 600 M TWD (19 M EUR) le 16 mai 2022. Le MOEA a déjà

reçu à ce stade plus de 6 000 demandes. Lors d'une audition au Yuan législatif, la [ministre de l'économie WANG Mei-Hua](#) a indiqué que la première enveloppe étant sur le point d'être épuisée, un budget supplémentaire de l'ordre de 3 Mds TWD (97 M EUR), a été soumis au Yuan exécutif pour validation. Par ailleurs, les statistiques du MOEA montrent également que le commerce de détail (343,9 Mds TWD, soit 11 Mds EUR), tout comme celui de gros (1 064 Mds TWD/34 Mds EUR), progressent de +4,7% et de +5,9% respectivement par rapport à avril 2021.

Industrie : la production industrielle enregistre une nouvelle hausse en avril 2022 malgré une contribution négative du secteur traditionnel

Selon le ministère de l'économie (MOEA), [la production industrielle a augmenté de 7,33% en avril, en glissement annuel, soit la 27ème augmentation mensuelle consécutive](#). Largement dépendante du secteur manufacturier (+7,5%), qui représente 93,3% de la production totale, cette augmentation résulte principalement des industries électroniques (+17,81%, 30ème hausse mensuelle consécutive) et des composants optiques (+5,48%). Les produits chimiques, 2ème secteur contribuant, ont d'ailleurs connu une baisse de -5,18%. Parmi les secteurs des composants électroniques, celui des semi-conducteurs progresse de 27,65% alors que les écrans LCD diminuent de -14,6% en raison d'une demande faible liée aux mesures de confinement en Chine. Les secteurs de l'industrie traditionnelle, tels que les produits métallurgiques, les machines, et les pièces automobiles, enregistrent une baisse respective de -7,12%, -0,97% et -1,26%. Sur les quatre premiers mois 2022, la production industrielle progresse de 6,7%, dont le secteur manufacturier en hausse de +6,85%.

Covid-19 : les assurances amenées à rembourser entre 40 et 100 Mds TWD selon les estimations

Depuis quelques semaines, la commission de supervision financière (FSC) a dû rappeler à plusieurs reprises les devoirs des assureurs taiwanais confrontés à une demande exponentielle de remboursements en raison de la pandémie (« si les déficits financiers peuvent être améliorés, il n'en est pas de même s'agissant du déficit de confiance... »). La FSC évalue à ce stade le montant des remboursements à environ [50 à 60 Mds TWD](#) (1,6 à 1,9 Mds EUR) [contre 41](#) à 100 Mds (1,3 à 3,2 Mds EUR) estimés par les députés. Alors que le régulateur se refuse à parler de risque de « banqueroute », certaines compagnies d'assurance pourraient être contraintes à procéder à [une augmentation de capital, à se défaire d'une partie de leurs investissements boursiers ou de leur parc immobilier](#). La FSC a indiqué qu'elle n'aurait pas recours de manière inconsidérée au *Taiwan Insurance Guaranty Fund*, [doté d'une enveloppe limitée de 5 Mds TWD](#). La presse n'a pas manqué de décrire pour sa part [l'environnement hautement concurrentiel du secteur de l'assurance](#) et de dresser un parallèle avec [la situation du secteur](#) en Thaïlande.

Transport maritime : les compagnies taiwanaises en proie à des difficultés de recrutement

Le Maritime Port Bureau (MPB) du Ministère des Transports et des Communications (MOTC) vient de signer un MOU avec [sept compagnies maritimes](#) (Evergreen Marine, Yang Ming, Wan Hai, U-Ming, Kuang Ming Shipping, China Steel Express et Trans Van Links Express) ainsi que plusieurs écoles, allant du secondaire à l'université, afin d'accélérer la formation et le recrutement d'équipages destinés à travailler sur des porte-conteneurs. Ce nouveau dispositif, qui comprend l'attribution de bourses d'études, ciblera en priorité des publics défavorisés. La demande de transport maritime depuis le début de la pandémie, puis le conflit entre l'Ukraine et la Russie, ont fortement exacerbé le phénomène de pénurie de main d'œuvre (15% des équipages mondiaux seraient originaires de ces deux pays). Le chairman du groupe Yangming, CHENG Chen-mount, n'a pas manqué de souligner à cette

occasion que le secteur, qui s'était considérablement modernisé ces dernières années, offrait [des revenus très attractifs](#) (entre 80 000 TWD pour un équipier et plus de 300 000 TWD pour un capitaine de navire).

Retour au sommaire ([ici](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet

Rédacteurs :

Thomas Carré, Lennig Chalmel, Zilan Huang, Yang Jingxia, Baptiste Gosson-Brion, Orhan Chiali, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Antoine Moisson, Camille Paillard, Julien Boudet, François Lemal, Dominique Grass, Li Wei, Florian Surre, Valérie Liang-Champrenault, Odile Huang, Charlotte Lau, Max Chang, Alain Berder, Rodolphe Girault, Pascal Millard, Julien Defrance

Revu par :

Axel Demenet

Pour s'abonner :

camille.paillard@dgtresor.gouv.fr